



LA BATAILLE CONTINUE...

Malgré les nombreuses interventions de la Fédération CGT des Cheminots et d'autres syndicats des différents pays européens auprès des groupes politiques, le projet « pilote », consistant à abaisser le niveau de langue, va être mis en place. Pour autant, la bataille continue.

Notre intervention auprès des différents membres du Parlement Européen et auprès de la Présidente de la Commission Transports du Parlement Européen, a permis de leur expliquer les dangers de la mise en place d'un tel projet. L'enjeu de notre démarche mettait en avant l'importance pour chaque agent de parler la langue du pays dans lequel il conduit pour assurer un haut niveau de sécurité. Comment un conducteur et un agent dans un poste d'aiguillage peuvent-ils se comprendre sans parler la même langue ?

La Fédération CGT des Cheminots rappelle que le niveau B1 repris dans la directive européenne résulte déjà d'un compromis obtenu lors des négociations entre les syndicats affiliés et la commission.

Même si ce projet pilote est mis en place dans un seul endroit pour une durée de 36 mois, la Fédération CGT des cheminots va continuer de travailler avec le syndicat européen (ETF) et les différents syndicats affiliés pour ne pas sacrifier la sécurité des circulations au nom de la rentabilité. Ces 36 mois ne sont pas le fruit du hasard, c'est le temps nécessaire à la réécriture de la directive conducteur pour inclure l'abaissement du niveau de langue voire un langage international.

Il est à noter que notre direction ne s'est pas opposée, voire qu'elle a porté cette modification via l'organisation patronale ferroviaire européenne. Le gouvernement Français, par la voix de l'EPSF et du ministère des transports, ne s'est pas non plus opposé.

Il est essentiel de continuer à rencontrer les Parlementaires Européens, et de mettre la pression sur l'EPSF. Il ne faut pas que l'abaissement du niveau de langue devienne la norme après la mise en place de ce projet.

Notre stratégie est la bonne. Il nous faut construire une Europe ferroviaire avec des normes plus sociales, un niveau de sécurité optimum.

Les libéraux au pouvoir utilisent donc les ficelles de la déréglementation et du dumping social pour abaisser toujours plus le niveau de sécurité. Des Parlementaires Européens, porteurs d'une vision financière de l'Europe, se font les porte-voix du patronat européen. La CGT a toujours dénoncé cette vision centrée sur la concurrence et le dumping social fait sur le dos des salariés. Le niveau de formation, tant initiale que continue, est un élément essentiel de la sécurité à travers l'Europe. Il faut gagner une harmonisation par le haut afin de développer les coopérations qui permettrait d'augmenter la part modale du ferroviaire Fret ou voyageurs et de rendre le service public plus efficace au service des usagers.

